Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 48/24 - IX – CIV

Audience publique du deux mai deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2020-00885 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Martine DISIVISCOUR, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

- 1) **PERSONNE1.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),
- 2) **PERSONNE2.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),

appelants aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Kelly FERREIRA SIMOES, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 28 août 2020,

comparant par la société à responsabilité limitée SOREL AVOCAT, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Karim SOREL, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prêt exploit FERREIRA SIMOES du 28 août 2020,

comparant par la société anonyme KRIEGER ASSOCIATES, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

Vu l'arrêt de la Cour N° 51/22 - IX - CIV du 20 avril 2022.

Pour rappel, le litige a trait au recouvrement d'une clause pénale de 10 % du prix de vente prétendument reduit par PERSONNE1.) et PERSONNE2.) (ci-après *les consorts PERSONNE1.*)), en leur qualité d'acquéreurs, à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (ci-après *SOCIETE1.*)), en sa qualité de venderesse, sur base d'un compromis de vente du 1^{er} octobre 2019 et portant sur une maison sise à L-ADRESSE3.), pour un prix de 850.000.- euros.

Statuant sur l'appel interjeté par les consorts PERSONNE1.) le 28 août 2020 contre le jugement contradictoire n° 2020TALCH17/00177 rendu en date du 15 juillet 2020 par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ayant reçu la demande d'*SOCIETE1.*) ; l'ayant dite partiellement fondée ; ayant dit que le compromis de vente du 1^{er} octobre 2019 est résolu aux torts exclusifs des consorts PERSONNE1.); ayant condamné les consorts PERSONNE1.) *in solidum* à payer à *SOCIETE1.*) le montant de 85.000.- euros avec les intérêts légaux à partir du 6 décembre 2019 jusqu'à solde ; ayant débouté *SOCIETE1.*) pour le surplus ; ayant condamné les consorts PERSONNE1.) à payer à *SOCIETE1.*) une indemnité de procédure de 1.200.- euros ; ayant dit non fondée la demande des consorts PERSONNE1.) en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et ayant condamné les consorts PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance, y compris les frais de signification de la sommation de passer acte et les frais et honoraires du notaire ayant rédigé le procès-verbal de difficultés, la Cour a, par arrêt N° 51/22 - IX - CIV du 20 avril 2022 précité, reçu l'appel en la forme ; vu la plainte enregistrée sous la référence 10288/21/CD, sursis à statuer en attendant une décision définitive au pénal suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée par les consorts PERSONNE1.) en date du 22 mars 2021 contre PERSONNE3.), *SOCIETE1.*) et la société anonyme *SOCIETE2.*) SA du chef, notamment, de publicité mensongère, délit de tromperie et escroquerie ; invité la partie la plus diligente à faire appeler l'affaire aux fins de clôture de l'instruction et débats, dès que la susdite instance pénale sera vidée ; renvoyé l'affaire devant le magistrat chargé de la mise en état et réservé tous autres droits des parties ainsi que les frais et dépens.

Par courrier daté du 28 février 2024, le mandataire des consorts PERSONNE1.) a informé la Cour que les parties vont procéder à un désistement d'instance et d'action.

Le désistement d'instance et d'action annoncé a été notifié à la Cour le 9 avril 2024.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 24 avril 2024 et plaidée à l'audience du même jour. L'affaire a, de l'accord des parties, été prise en délibéré à la même date.

Appréciation de la Cour

Le désistement est régi par les articles 545 et 546 du Nouveau Code de procédure civile qui disposent comme suit :

Art. 545. Le désistement peut être fait et accepté par de simples actes, signés des parties ou de leurs mandataires, et signifiés d'avoué à avoué.

Art. 546. Le désistement, lorsqu'il aura été accepté, emportera de plein droit consentement que les choses soient remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande.

Il emportera également soumission de payer les frais au paiement desquels la partie qui se sera désistée sera contrainte, sur simple ordonnance du président mise au bas de la taxe, parties présentes, ou appelées par acte d'avoué à avoué. Cette ordonnance, si elle émane d'un tribunal de première instance, sera exécutée nonobstant opposition ou appel; elle sera exécutée nonobstant opposition, si elle émane d'une Cour d'appel.

Par acte d'avocat à la Cour à avocat à la Cour du 28 mars 2024, les consorts PERSONNE1.) ont régulièrement déclaré se désister purement et simplement de l'instance et de l'action introduite à l'encontre de SOCIETE1.) suivant exploit de l'huissier de justice Carlos CALVO du 28 août 2020, enrôlée sous le numéro n° CAL-2020-00885 et actuellement pendante devant la IX^{ème} Chambre de la Cour d'appel.

Cet acte porte la mention manuscrite « *Bon pour désistement d'instance et d'action* », suivie des signatures des consorts PERSONNE1.).

Le désistement a été accepté par SOCIETE1.), dont les représentants ont contresigné cet acte et apposé la mention manuscrite « *Bon pour désistement d'instance et d'action* ».

La Cour note ensuite que les consorts PERSONNE1.) adoptent dans leur acte de désistement une formulation ambiguë, mêlant désistement d'instance et désistement d'action.

Le désistement d'action et le désistement d'instance sont deux mécanismes juridiques fondamentalement différents, tant dans leurs conditions de mise en

œuvre que dans leurs effets. Le désistement d'action englobe toutefois nécessairement le désistement d'instance.

Par le désistement d'instance le demandeur manifeste sa renonciation à la seule instance qui est actuellement engagée sans pour autant abandonner définitivement le droit dont il a poursuivi la consécration par le biais de son action, le désistement d'instance en instance d'appel n'affecte que l'instance d'appel et laisse subsister tant la procédure que la décision de première instance, toutefois il ne confère pas à la décision de première instance une force ou une autorité particulière, une nouvelle procédure d'appel pouvant être engagée si le délai d'appel n'est pas écoulé ou qu'une cause d'extinction de l'action n'a joué entre-temps. Le désistement d'action quant à lui emporte non seulement abandon d'une instance introduite à un certain moment, mais plus fondamentalement abandon du droit qui forme la base de cette instance, d'où renonciation définitive et extinction du droit lui-même rendant irrecevable toute nouvelle action.

En l'occurrence, la Cour constate que l'action principale a été introduite par SOCIETE1.) à l'encontre des consorts PERSONNE1.) suivant assignation du 30 décembre 2019.

Les appelants n'ayant pas été demandeurs en première instance, ils ne sauraient dès lors se désister utilement d'un droit qu'ils n'ont pas, étant donné qu'ils n'ont pas initié d'action qui en poursuivrait la consécration.

Le prédit désistement doit en conséquence être interprété comme un désistement de l'appel interjeté par les consorts PERSONNE1.) contre SOCIETE1.), partant comme un désistement d'instance.

La Cour est ainsi amenée à retenir que la volonté des consorts PERSONNE1.) est en réalité de se désister de leur instance d'appel contre SOCIETE1.).

Au vu de la manifestation de volonté non équivoque exprimée par les consorts PERSONNE1.) et en application de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, il y a lieu de leur donner acte de leur désistement d'instance et de la déclarer éteinte à l'égard de SOCIETE1.).

Par voie de conséquence, il y a lieu de dire que l'exploit de l'huissier de justice Carlos CALVO du 28 août 2020, enrôlée sous le numéro n° CAL-2020-00885, est devenu sans objet.

En vertu de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, la partie qui se désiste est réputée succomber, et doit, en conséquence, supporter les frais conformément au principe général de l'article 238 du même code.

Suivant l'acte d'avocat à la Cour à avocat à la Cour du 28 mars 2024, chaque partie supportera en l'espèce ses propres frais et dépens de l'instance.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

vu l'arrêt de la Cour N° 51/22 - IX - CIV du 20 avril 2022 ;
donne acte à PERSONNE1.) et à PERSONNE2.) qu'ils se désistent de l'instance introduite contre la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL par exploit de l'huissier de justice Carlos CALVO du 28 août 2020, enrôlé sous le numéro n° CAL-2020-00885 ;

donne acte à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL qu'elle accepte ce désistement ;

dit le désistement régulier ;

décète le désistement aux conséquences de droit, sauf en ce qui concerne les frais ;

dit que chaque partie supportera ses propres frais et dépens liés à l'instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.